



CANADA

Débats du Sénat

2^e SESSION • 39^e LÉGISLATURE • VOLUME 144 • NUMÉRO 44

LES LANGUES OFFICIELLES

Le renouvellement du Plan d'action

Déclaration de

l'honorable Claudette Tardif

Le mardi 1^{er} avril 2008

LE SÉNAT

Le mardi 1^{er} avril 2008

LES LANGUES OFFICIELLES

LE RENOUVELLEMENT DU PLAN D'ACTION

L'honorable Claudette Tardif (leader adjoint de l'opposition) :
Honorables sénateurs, il y a cinq ans, l'honorable Stéphane Dion rendait public le Plan d'action sur les langues officielles. Rarement a-t-on vu à l'œuvre des ministres, des hauts fonctionnaires et des leaders de communautés francophones et anglophones en milieu minoritaire se concerter pour produire un plan qui allait donner un nouvel élan au développement de ces communautés partout au Canada, un plan novateur qui garantissait l'appui du gouvernement du Canada dans des domaines tels que l'éducation, la santé, la justice et l'immigration.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur, son engagement en faveur du Plan d'action n'a cessé de s'affaiblir. Lors de la présentation du budget en février, le gouvernement a évité d'allouer un montant au renouvellement du Plan d'action, signe que le gouvernement ne prend pas au sérieux le dossier des langues officielles.

• (1415)

Aujourd'hui, le Plan d'action 2003-2008 sur les langues officielles est échu. Les communautés de langues officielles en milieu minoritaire sont sur le qui-vive, laissées en plan avec des projets essentiels à leur survie.

Le gouvernement doit rectifier le tir et s'engager clairement et concrètement en faveur du bilinguisme et de la dualité linguistique au Canada. Le budget aurait été un moment tout désigné pour poser de tels gestes. Malheureusement, ce budget s'est avéré imprécis, marqué par l'attente du nouveau Plan d'action qui tarde à être annoncé.

Si, pendant longtemps, le gouvernement du Canada a été considéré par les communautés comme un chef de file en matière d'appui aux droits linguistiques, la situation actuelle démontre un changement de cap, et non pour le mieux.

Nous pressons le gouvernement d'agir et de rassurer les communautés, par la formulation d'un message clair réaffirmant le rôle central du bilinguisme et de la dualité linguistique dans l'identité canadienne, un message auquel doit être lié un financement approprié répondant aux besoins des collectivités dans un cadre d'action cohérent et visionnaire.
